

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2421

1^{er} octobre 2013

SOMMAIRE

Aérienne S.A.	116163	QS PDI S.A. SICAR	116203
Agemar S.A.	116208	Snamplor Sàrl	116164
Air Salons Aéroports International	116208	Super Ebco S.à r.l.	116189
Alcove Europe Four S.à r.l.	116180	Talux S.A.	116163
A + P Kieffer Omnitec S.à r.l.	116206	Tanagra S.A.	116203
e-Collaboration International S.A.	116208	Tasselot S.A.	116163
Fox International Channels Luxembourg S.à r.l.	116165	Temple Fortune Shipping and Investment Company S.A.	116204
Garage de l'Est S.A.	116164	Titlis S.A., SPF	116203
Gottex US Management S.à r.l., SICAR	116165	Tizela Invest S.A.	116204
Greensboro Textile Administration S.C.S.	116165	Traviata Holding S.A. SPF	116204
Hamlet Consulting S.à r.l.	116206	Trion Financial Services SA	116162
HEPP IV Management Company S.à r.l.	116207	TrizecHahn Europe S.à r.l.	116162
Immobilière du Moulin	116206	Tuvia Services S.à r.l.	116162
International Synergie S.A.	116205	TW Intérieur S.A.	116204
Lowara Srl, Luxembourg Branch	116189	Tyman Finance S.à r.l.	116163
Novus Capital Luxembourg S.A.	116207	Unicorp Seeds S.A.	116204
Odysseus (Intermediate Luxco) S.à r.l. ...	116207	Valartis Health Care Zwei S.à r.l.	116162
Optimissimus Dudelage Sàrl	116207	VEL S.A.	116205
Optimissimus Dudelage Sàrl	116207	von der Heydt Kersten Invest S.A.	116206
Paradigmo S.A.	116208	VREF Holding S.à r.l.	116205
Pentair Luxembourg	116207	Waco Projektmanagement A.G.	116206
Piscines Splash Luxembourg Sàrl	116164	West of England Insurance Services (Lu- xembourg) S.A.	116205
PmT Produktmanagement Transfer S.A.	116202	White Hawk International Investments S.A.	116188
PP Group S.A.	116208	Willerfunds Management Company S.A.	116205
Prima Lux S.à r.l.	116202	WREP#2 Luxco S.à r.l.	116166
QS Italy SICAR S.A.	116203	Wurstking	116208
QS Italy SICAR S.A.	116202	ZHAROL Immobilière S.A.	116206

Trion Financial Services SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5811 Fentange, 67, route de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 136.000.

H.R.T. Révision S.A. (anciennement HRT Révision S.à r.l.) a remis, avec effet au 6 août 2013, sa démission de son mandat de commissaire aux comptes de la société Trion Financial Services S.A., une Société Anonyme ayant son siège social au 67, route de Bettembourg, L-5811 Fentange, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 136000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Strassen, le 6 août 2013.

Référence de publication: 2013114284/13.

(130138100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

TrizecHahn Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 71.480.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2013114285/11.

(130138555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Tuvia Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 168.277.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 28 juin 2013:

1. que la démission de Marta Ventura en tant que Gérant de classe B est acceptée avec effet au 28 juin 2013;
2. que Roberto Seddio avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouveau Gérant de classe B avec effet au 28 juin 2013 et ce pour une durée indéterminée;

Pour extrait conforme.
Luxembourg, le 7 août 2013.

Référence de publication: 2013114288/14.

(130138542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Valartis Health Care Zwei S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 5, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 147.050.

AUSZUG

Durch Gesellschafterbeschluss vom 8. November 2012 wurde zum Geschäftsführer der Kategorie „A“ der Valartis Health Care Zwei S.à r.l. auf unbestimmte Zeit ernannt:

Herr Fabrice Broto, geschäftsansässig 2-4 Place du Molard, 1211 Genf, Schweiz.

Herr Fabrice Broto übernimmt das Mandat von Herrn Frederic Königsegg, der seinen Rücktritt als Geschäftsführer eingereicht hat.

Luxemburg, den 29. Juli 2013.

Die Geschäftsführung

Référence de publication: 2013114322/16.

(130138391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Tyman Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 177.782.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2013.

Référence de publication: 2013114290/10.

(130138284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Talux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 42.848.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Talux S.A.

Patrick van Denzen

Directeur

Référence de publication: 2013114293/14.

(130138484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Tasselot S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 78.664.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 août 2013.

Référence de publication: 2013114295/10.

(130138223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Aérienne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 84.430.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 26 juillet 2013:

Les mandats des administrateurs et commissaire étant échus, l'Assemblée décide de nommer:

- aux fonctions d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration, Monsieur Giovanni VITTORE, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 45-47 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg;
- à la fonction d'Administrateur, Monsieur Roland DE CILLIA, Expert-Comptable, demeurant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg;
- à la fonction d'Administrateur, Monsieur Frédéric NOEL, Avocat, demeurant professionnellement au 1, avenue de la Gare L-1611 Luxembourg;
- à la fonction de Commissaire aux Comptes, le Studio commerciale e fiduciario Michele Romerio, Via Motto Gandioni, 24, CH-6582 Pianezzo.

Leur mandat s'achèvera lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AERIENNE S.A.

Référence de publication: 2013114408/20.

(130139613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Snamplor Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 20.836.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugements rendus en date du 11 juillet 2013, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée SNAMPLOR SARL, (RCS B 20836), avec siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, de fait inconnue à cette adresse

Les frais ont été mis à charge du Trésor.

Pour extrait conforme
Me Stéphanie STAROWICZ
Le liquidateur

Référence de publication: 2013114372/16.

(130138602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Piscines Splash Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 271, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 44.760.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugements rendus en date du 11 juillet 2013, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée PISCINES SPLASH Luxembourg SARL, (RCS B 44760) avec siège social à L-1150 Luxembourg, 271, route d'Arlon, de fait inconnue à cette adresse

Les frais ont été mis à charge du Trésor.

Pour extrait conforme
Me Stéphanie STAROWICZ
Le liquidateur

Référence de publication: 2013114371/16.

(130138598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Garage de l'Est S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.
R.C.S. Luxembourg B 30.698.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires

1) La démission du Conseil d'Administration sortant est acceptée.

Sur proposition du Conseil d'Administration sortant, sont élus dans leur fonction d'administrateurs du Garage de l'Est pour une durée de six années, leur mission prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice 2018, Messieurs

- Mr NILLES Arthur demeurant 19 Cité Kremerich L-6133 JUNGLINSTER
- Mr SCHNEIDERS Pierre demeurant 17 Route de Luxembourg L-6450 ECHTERNACH
- Mr SCHUMMER Jules demeurant 28 Rue de la Montagne L-6136 JUNGLINSTER
- Mr BRAUN Stéphane demeurant 2 Rue du Grafenthal F-57320 SCHWERDORFF
- Mr BERG Patrick demeurant 271 Rue de Belval L-4024 ESCH SUR ALZETTE
- Mr NILLES Christian demeurant 20A Rue Jean Pierre Ries L-6143 JUNGLINSTER

2) Est nommé Commissaire aux comptes pour l'exercice 2013:

Grant Thornton Lux Audit sa
83A, Pafebruch
L - 8308 Capellen

Référence de publication: 2013114719/22.

(130139353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Gottex US Management S.à r.l., SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.940.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale en date du 29 juillet 2013

Les mandats des gérants suivants ont été reconduits jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2013:

- Monsieur Richard Leibovitch
- Monsieur Kevin Maloney
- Monsieur Timothy Roniger
- Monsieur Joachim Gottschalk

Le mandat d'Ernst & Young en tant que réviseur d'entreprises agréé a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013114714/18.

(130139683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Greensboro Textile Administration S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 99.604.

Rectification du Gérant Commandité suite au transfert des actions commandités du 11 août 2004 de la société Greensboro Textile Administration LLC à la société Galey & Lord Industries LLC

Suite à la cession des 2 actions de commandité en date du 11 août 2004 de la société Greensboro Textile Administration LLC à la société Galey & Lord Industries LLC, ayant son siège social au 110 Chace Street, Fall River, MA 02724, Etat d'Amérique, et immatriculée sous le numéro 20-1836476 auprès du registre Wilmington, Delaware, le Gérant Commandité est devenu la société Galey & Lord Industries LLC.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013114734/16.

(130139710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Fox International Channels Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 104.371.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 9 août 2013

1. Monsieur David CATALA a démissionné de son mandat de gérant A.
2. Monsieur Pierre CLAUDEL a démissionné de son mandat de gérant A.
3. Monsieur Eric SELLAM, administrateur de sociétés, né le 25 mai 1978 à Thionville (France), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant A jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.
4. Madame Nicola FOLEY, administrateur de sociétés, née le 6 octobre 1982 à Dublin (Irlande), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante A jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Luxembourg, le 12 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Fox International Channels Luxembourg S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013116058/20.

(130141255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

WREP#2 Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 179.433.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of July.

Before Us M^e Francis Kessler, notary residing in Esch sur Alzette, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

IPP Institutional Property Fund I GmbH & Co. KG, a limited partnership (Kommanditgesellschaft) established under German laws, with address at 80339 München, Ridlerstr. 33,

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The aforesaid proxy, being initialled ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its aforesaid capacity, has requested the notary to draw up the following articles of association of a société à responsabilité limitée which the founders declare to organize among themselves.

Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of association (the "Articles of Association").

The Company may be composed of one (1) single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of WREP#2 Luxco S.à r.l..

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Association, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Association.

The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any other similar event affecting one or several shareholders.

Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital is set at EUR 64,000 (sixty-four thousand Euro), represented by:

(a) 640,000 (six hundred forty thousand) class A shares (the Class A Shares);

- (b) 640,000 (six hundred forty thousand) class B shares (the Class B Shares);
- (c) 640,000 (six hundred forty thousand) class C shares (the Class C Shares);
- (d) 640,000 (six hundred forty thousand) class D shares (the Class D Shares);
- (e) 640,000 (six hundred forty thousand) class E shares (the Class E Shares);
- (f) 640,000 (six hundred forty thousand) class F shares (the Class F Shares);
- (g) 640,000 (six hundred forty thousand) class G shares (the Class G Shares);
- (h) 640,000 (six hundred forty thousand) class H shares (the Class H Shares);
- (i) 640,000 (six hundred forty thousand) class I shares (the Class I Shares); and
- (j) 640,000 (six hundred forty thousand) class J shares (the Class J Shares), in each case, with a nominal value of EUR 0.01 (one cent) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

The issued share capital may be changed at any time by decision of the single shareholder or, as the case may be, by decision of the shareholders' meeting deliberating in the same manner as provided for amendments to the Articles of Association.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in accordance with the provisions of these Articles of Association.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Association and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

For all other matters, référence is being made to articles 189 and 190 of the Luxembourg Companies Act.

A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Luxembourg Companies Act) and may be examined by each shareholder who so requests.

The Company may redeem its shares in accordance with the provisions of Article 7 below and to the extent that the minimum share capital requirement for société à responsabilité limitée as provided by the Luxembourg Companies Act are complied with.

For the avoidance of doubt, the following priority shall apply to share redemptions:

- (i) no Class A Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class B Shares outstanding;
- (ii) no Class B Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class C Shares outstanding;
- (iii) no Class C Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class D Shares outstanding;
- (iv) no Class D Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class E Shares outstanding;
- (v) no Class E Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class F Shares outstanding;
- (vi) no Class F Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class G Shares outstanding;
- (vii) no Class G Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class H Shares outstanding;

(viii) no Class H Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class I Shares outstanding; and

(ix) no Class I Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class J Shares outstanding.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Association.

The Company may redeem its shares. The decision to redeem the shares shall be approved by the sole shareholder or the general meeting of shareholders in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Association, subject to the condition to offer the redemption of the shares to each shareholder of holding the same class of shares pro rata their participation in the relevant class of shares.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled and the share capital of the Company shall be reduced accordingly.

The consideration payable by the Company (Cancellation Value) shall be determined in accordance with the terms of this Article 7.

The share capital of the Company may be reduced by cancelling shares of one or multiple classes in their entirety, by way of the redemption and cancellation of all the shares of the relevant class. Where shares are redeemed and cancelled, the redemption and cancellation of such shares shall be made in the reverse alphabetical order (i.e., starting with Class J Shares).

Where shares are redeemed and cancelled in the order mentioned in the paragraph above, the holder of the relevant class of shares so redeemed and cancelled shall be entitled to the payment of a portion of the Available Amount (as defined below) pro rata their participation in the relevant class of shares so redeemed and cancelled, as determined by the Board and approved by the sole shareholder or the general meeting of shareholders. Shareholders holding redeemed and cancelled shares shall receive an amount equal to the Cancellation Value per share so redeemed and cancelled. The Cancellation Value shall be calculated by dividing the Available Amount by the number of shares in issue in the class of the shares to be redeemed and cancelled.

The Available Amount shall be determined by the Board of Managers and approved by the sole shareholder or the general meeting of shareholders on the basis of the Interim Accounts (as defined below).

The Available Amount applicable to the relevant class of shares shall be calculated at the date of the redemption and cancellation of the shares unless otherwise decided by the sole shareholder or the general meeting of shareholders) adopting their resolutions in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Association.

The Cancellation Value payable by the Company for any redeemed and cancelled share shall be due and payable by the Company upon the redemption and cancellation of the shares.

For the purposes of this Article 7:

Available Amount	means:
	(a) the net profits of the Company (including carried forward profits) plus
	(b) distributable reserves of the Company
	minus
	(c) (i) any losses (including carried forward losses), (ii) any amounts in the reserve accounts of the Company which cannot be distributed pursuant to the Law (such reserves being constituted in accordance with the Articles of Association and the Luxembourg Companies Act) and (iii) any amount due and unpaid relating to the shares not redeemed and cancelled.
Interim Accounts	means the interim accounts of the Company as at a maximum of 8 (eight) days prior to the redemption and cancellation of the shares.

Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Association or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require or, if there are two Managers only, if one of them so requires.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any), or by at least one Manager A and one Manager B. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall

not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Association may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Association and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the first Wednesday of June at 11.00 a.m.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Association or the Laws, by the Manager(s), on a subsidiary basis, by the statutory auditor(s) (if any) or, on a further subsidiary basis, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Association of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Association, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Association or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Association of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

A declared and unpaid dividend may be claimed by the unpaid shareholder for a period of 5 (five) years. No interest shall be payable on unpaid dividends.

Amounts standing on the share premium account may be distributed to the shareholder(s) if approved by the sole shareholder or the general meeting of shareholders in accordance with the provisions of this Article 28.

Should a dividend be declared or amounts standing on the share premium account of the Company be distributed, amounts payable shall be applied as provided below and in reverse alphabetical order (i.e., distributions shall be made to holders of Class J Shares first, thereafter if no Class J Share exists, to holders of Class I Shares and thereafter following the same approach until no Class A Share exists). For the purposes of this Article 28,

Class A Amount means the amount to 0.5% of the nominal share value of the Class A Shares.

Class B Amount means the amount to 0.45% of the nominal share value of the Class B Shares.

Class C Amount means the amount to 0.4% of the nominal share value of the Class C Shares.

Class D Amount means the amount to 0.35% of the nominal share value of the Class D Shares.

Class E Amount means the amount to 0.3% of the nominal share value of the Class E Shares.

Class F Amount means the amount to 0.25% of the nominal share value of the Class F Shares.

Class G Amount means the amount to 0.2% of the nominal share value of the Class G Shares.

Class H Amount means the amount to 0.15% of the nominal share value of the Class H Shares.

Class I Amount means the amount to 0.1% of the nominal share value of the Class I Shares.

For the avoidance of doubt, to the extent Class J Shares are outstanding, amounts distributable to shareholders holding Class J Shares shall be equal to the remaining portion of the Company's distributable profits after allocation of the fixed profit entitlement to the other classes, the same applying to such class of shares outstanding should no Class J Shares be outstanding.

Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on 31 December 2013.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed in its entirety by the appearing party, IPP Institutional Property Fund I GmbH & Co. KG, which hereby subscribes to 6.400.000 (six million four hundred thousand) shares, split into:

- (a) 640,000 (six hundred forty thousand) class A shares;
- (b) 640,000 (six hundred forty thousand) class B shares;
- (c) 640,000 (six hundred forty thousand) class C shares;
- (d) 640,000 (six hundred forty thousand) class D shares;
- (e) 640,000 (six hundred forty thousand) class E shares;
- (f) 640,000 (six hundred forty thousand) class F shares;
- (g) 640,000 (six hundred forty thousand) class G shares;
- (h) 640,000 (six hundred forty thousand) class H shares;
- (i) 640,000 (six hundred forty thousand) class I shares; and
- (j) 640,000 (six hundred forty thousand) class J shares,

with a par value of EUR 0.01 (one cent) each. The subscription amount is allocated to the share capital account of the Company.

All these shares have been paid up in cash to the extent of 100% (one hundred per cent), and therefore the amount of EUR 64,000 (sixty-four thousand Euro) is as now at the disposal of the Company.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand eight hundred euro (EUR 1,800.-).

General Meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1 is appointed as manager for an undetermined duration Weinberg Real Estate S.à r.l., a Luxembourg Société à responsabilité limitée with registered seat L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy., R.C.S. Luxembourg B 130.907.

2 The Company shall have its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trentième jour de juillet;

Par devant Nous Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch sur Alzette, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

IPP Institutional Property Fund I GmbH & Co. KG, une société à responsabilité limitée (Kommanditgesellschaft) soumise aux lois de l'Allemagne, ayant son siège social au 80339 München, Ridlerstr. 33,

par la présente représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci auprès des autorités d'enregistrement.

Lequel comparant, agissant ès dites qualités, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée que les fondateurs déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la Société) régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les Lois), et par les présents statuts (les Statuts).

La Société peut comporter un (1) associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination WREP#2 Luxco S.à r.l..

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

La Société n'est pas dissoute par le décès, la suspension des droits civils, l'incapacité, l'insolvabilité, faillite ou tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs des associés.

Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis est établi à 64,000 EUR (soixante quatre mille euros) composé comme suit:

- (a) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de Classe A (les parts sociales de Classe A);
- (b) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de Classe B (les parts sociales de Classe B);
- (c) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de Classe C (les parts sociales de Classe C);

- (d) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de Classe D (les parts sociales de Classe D);
- (e) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de Classe E (les parts sociales de Classe E);
- (f) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de Classe F (les parts sociales de Classe F);
- (g) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de Classe G (les parts sociales de Classe G);
- (h) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de Classe H (les parts sociales de Classe H);
- (i) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de Classe I (les parts sociales de Classe I); et
- (j) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de Classe J (les parts sociales de Classe J).

Chaque part sociale a une valeur de EUR 0.01 (un centime).

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et du profits de la Société en vertu des dispositions des Statuts.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Dans tous les autres cas, référence est faite aux articles 189 et 190 de la Loi du Luxembourg sur les Sociétés.

Un registre des associés sera conserve au siège social de la Société conformément aux provisions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée (la Loi du Luxembourg sur les Sociétés) et peut être consulté par chaque associé qui le requiert.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales conformément aux provisions de l'article 7 ci-dessous et dans le but de se conformer à la condition de capital social minimum pour la société à responsabilité limitée telle que prévue par la Loi du Luxembourg sur les Sociétés.

Pour éviter tout doute, la priorité suivante s'appliquera aux rachats partagés:

(i) aucune part sociale de Classe A ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe B existent au moment du rachat;

(ii) aucune part sociale de Classe B ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe C existent au moment du rachat;

(iii) aucune part sociale de Classe C ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe D existent au moment du rachat;

(iv) aucune part sociale de Classe D ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe E existent au moment du rachat;

(v) aucune part sociale de Classe E ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe F existent au moment du rachat;

(vi) aucune part sociale de Classe F ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe G existent au moment du rachat;

(vii) aucune part sociale de Classe G ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe H existent au moment du rachat;

(viii) aucune part sociale de Classe H ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe I existent au moment du rachat;

(ix) aucune part sociale de Classe I ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe J existent au moment du rachat.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

La Société peut racheter ses parts sociales. La décision de rachat des parts sociales doit être approuvée par l'Associé Unique ou l'Assemblée Générale des Associés conformément aux règles de quorum et de majorité prévues par les Statuts, ou comme ce peut être le cas, par les Lois, pour toute modification des Statuts, sous condition de proposer ce rachat à chaque associé de la même classe en proportion de son pourcentage de participation dans la Classe de parts sociales concernée.

Les parts sociales rachetées par la Société doivent être annulées et le capital social de la Société doit être réduit en conséquence.

Le prix de rachat de parts sociales (la Valeur d'Annulation par Part sociale) sera déterminé dans les conditions du présent Article 7.

Le capital émis de la Société peut être diminué par voie d'annulation des parts sociales d'une ou plusieurs Classes de parts sociales dans leur entièreté, à travers le rachat et l'annulation de toutes les parts sociales émises dans une (de) telle (s) Classe(s). Dans le cas de rachats ou d'annulations de Classes de parts sociales, de tels rachats et annulations de parts sociales devront être faits dans l'ordre alphabétique inversé (en commençant par la Classe J).

Dans le cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation de parts sociales, dans l'ordre mentionné ci-dessus, les détenteurs de parts sociales de la Classe rachetée ou annulée auront droit au paiement d'une portion du Montant Disponible (tel que définit ci-après), au prorata de leur détention dans cette Classe de parts sociales rachetées ou annulées, déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Associé Unique ou l'Assemblée Générale des Associés. Les détenteurs de parts sociales de la Classe de parts sociales rachetées et annulées doivent recevoir un montant égal à la Valeur d'Annulation (telle que définie ci-après) par part sociale pour chaque part sociale détenue par eux et rachetée ou annulée. La Valeur d'Annulation par part sociale sera calculée en divisant le Montant Disponible par le nombre de parts sociales émises dans la Classe de parts sociales à être rachetée et annulée.

Le Montant Disponible sera déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Associé Unique ou l'Assemblée des Associés sur la base de Comptes Intérimaires (tels que définis ci-dessous).

Le Montant Disponible applicable à la Classe concernée est calculé à la date du rachat et de l'annulation des parts sociales, sauf décision contraire de l'Associé Unique ou de l'Assemblée Générale des Associés, adoptant leur résolution conformément aux conditions de quorum et de majorité définies par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

A compter du rachat et de l'annulation des parts sociales de la Classe concernée, la Valeur d'Annulation par part sociale sera due et payable par la Société.

Pour les besoins de cet Article 7:

Montant Disponible signifie:

- (a) les bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés à nouveau) augmenté
- (b) des réserves distribuables de la Société réduit
- (c) (i) par toute perte (y compris les pertes reportées à nouveaux), (ii) tout solde des comptes de réserve de la Société qui ne peut pas être distribué conformément aux Lois (ces réserves ayant été constituées conformément aux Statuts et à la Loi du Luxembourg sur les Sociétés), et (iii) de tout montant dû et impayé relatif aux parts sociales n'ayant pas été rachetées et annulées

Comptes Intérimaires signifie les comptes intérimaires de la Société établis au maximum huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation des parts sociales.

Art. 8. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant les associés n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Gérants, Commissaires aux comptes

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les Gérants).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le Conseil de Gérance).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les Gérants de Catégorie A) ou Gérants de catégorie B (les Gérants de Catégorie B).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et les Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent, ou s'il y a seulement deux Gérants, si un des deux le demande.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le secrétaire (s'il y en a), ou par au moins un Gérant A et un Gérant B. Les procurations y resteront annexées. Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en

relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants-Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnise tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant (s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires aux Comptes. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) aux compte(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le premier mercredi du mois de juin à 11 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire aux comptes (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. L'excédent favorable du compte de profits et pertes établi dans les comptes annuels, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société. Un montant de cinq pour cent (5%) du bénéfice net sera affecté à la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Un dividende déclaré mais non payé peut être revendiqué par l'associé non payé pendant cinq (5) ans. Aucun intérêt ne pourra être payé sur des dividendes impayés.

Les montants disponibles sur le compte prime d'émission peuvent être distribués aux associés par décision de l'Associé Unique ou de l'Assemblée Générale des Associés conformément aux provisions du présent Article 28.

En cas de déclaration de dividende ou de la distribution de compte prime d'émission un tel dividende ou une telle distribution devra être allouée et payée comme suit et dans l'ordre alphabétique inversé (i.e. en premier les parts sociales de Classe J, puis si aucune part social de Classe J n'existe, les parts sociales de Classe I et ainsi de suite jusqu'à remonter jusqu'à ce qu'aucune parts sociales de Classe A n'existent plus).

Pour les besoins de l'Articles 28:

Montant Classe A signifie un montant égal à 0,5% de la valeur nominale des part sociales de Classe A.

Montant Classe B signifie un montant égal à 0,45% de la valeur nominale des part sociales de Classe B.

Montant Classe C signifie un montant égal à 0,4% de la valeur nominale des part sociales de Classe C.

Montant Classe D signifie un montant égal à 0,35% de la valeur nominale des part sociales de Classe D.

Montant Classe E signifie un montant égal à 0,3% de la valeur nominale des part sociales de Classe E.

Montant Classe F signifie un montant égal à 0,25% de la valeur nominale des part sociales de Classe F.

Montant Classe G signifie un montant égal à 0,2% de la valeur nominale des part sociales de Classe G.

Montant Classe H signifie un montant égal à 0,15% de la valeur nominale des parts sociales de Classe H.

Montant Classe I signifie un montant égal à 0,1% de la valeur nominale des parts sociales de Classe I.

Pour éviter tout doute, dans le cas où les parts sociales de Classe J restent émises, le montant distribuable aux associés de la Classe J sera égal à la portion restante des profits distribuables de la Société après distribution du profit fixe afférent aux autres classes, le même principe s'appliquant à toute classe de parts sociales, sous condition qu'aucune part sociale de Classe J soit encore émise.

Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit dans son intégralité par la partie comparante, IPP Institutional Property Fund I GmbH & Co. KG, qui par la présente soucrit à 6,400,000 (six millions quatre cent mille) parts réparties comme suit:

- (a) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de classe A;
- (b) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de classe B;
- (c) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de classe C;
- (d) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de classe D;
- (e) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de classe E;
- (f) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de classe F;
- (g) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de classe G;
- (h) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de classe H;
- (i) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de classe I; et
- (j) 640,000 (six cent quarante mille) parts sociales de classe J.

ayant une valeur de EUR 0.01 (un centime) chacune. Le montant de la souscription est alloué au compte du capital social de la Société.

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraire à concurrence de 100% (cent pour cent), de sorte que la somme de 64,000 EUR (soixante quatre mille euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille huit cents euros (EUR 1.800,-).

Assemblée Générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1. Est nommé gérant pour une durée indéterminée Weinberg Real Estate S.à r. l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy., L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.907.

2. Le siège social de la Société est établi au 46A, avenue J.F. Kennedy., L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Esch/Alzette, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07 août 2013. Relation: EAC/2013/10485. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013116413/781.

(130140814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Alcove Europe Four S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 179.462.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the eighteenth day of the month of July;

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

The company Alcove Holdings Europe S.a r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered offices in L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 139814,

here represented by Mrs. Morgane IMGRUND, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given in Luxembourg, on July 12, 2012.

The said proxy, having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such incorporator, represented as hereabove stated, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a limited liability company governed by the relevant laws and the present articles of association:

Title I. Form - Name - Duration - Registered office - Purpose

Art. 1. There is hereby formed a private limited liability company "société à responsabilité limitée" under the name of "Alcove Europe Four S.à r.l." (hereinafter the "Company") which will be governed by Luxembourg law, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended and by the present articles of association.

Art. 2. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members and to any other place in Luxembourg-City by means of a resolution of the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 4. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, the holding of units in Luxembourg or foreign property unit trusts, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, units, bonds and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The purpose of the Company is also the acquisition, the holding, the management, the development, the leasing and the disposal, by any means whatsoever, of real estate.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licenses on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to companies of the group, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

The Company may borrow and proceed to the issue of bonds, preferred equity certificates, loan notes and debentures, convertible or non-convertible, within the limits of the Law. The Company may grant any assistance, loan, advance, or guarantee to or in favour of the companies, trusts or enterprises in which it has a direct or indirect participating interest, or to companies being part of the same group of companies as the Company.

The Company may grant guarantees of any kind to or in favour of any person investing together with the Company in any project of common purpose.

As an object of the Company and as a pursuit in itself or otherwise, and whether for the purpose of making a profit or avoiding a loss or for any other purpose whatsoever, either with or without the Company receiving any consideration or benefit, to engage in currency and interest rate transactions and any other financial or other transactions of whatever nature, including any transaction for the purposes of, or capable of being for the purposes of, avoiding, reducing, minimizing, hedging against or otherwise managing the risk of any loss, cost, expense or liability arising, or which may arise, directly or indirectly, from a change or changes in any interest rate or currency exchange rate or in the price or value of any property, asset, commodity, index or liability or from any other risk or factor affecting the Company's business, including but not limited to dealings, whether involving purchases, sales or otherwise, in any currency, spot and forward exchange rate contracts, forward rate agreements, caps, floors and collars, futures, options, swaps, and any other currency interest rate and other hedging arrangements and such other instruments that are similar to, or derivatives of, any of the foregoing.

The Company may carry on all of the said businesses or any one or more of them as a distinct or separate business or as the principal business of the Company, to carry on any other business manufacturing or otherwise which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any one of the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render more profitable any of the Company's property or rights.

The Company may act as manager, consultant, supervisor and agent of other companies or undertakings, and to provide for such companies or undertakings, managerial, advisory, technical, purchasing, selling and other services, and to enter into such agreements as are necessary or advisable in connection with the foregoing.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Title II. Capital - Units

Art. 5. The subscribed corporate capital is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euros) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) corporate units with a par value of EUR 1.- (one Euro) each.

The corporate capital may be increased or decreased by a decision of the sole member or pursuant to a resolution of the members, as the case may be.

Art. 6. The Company may redeem its own corporate units subject to the relevant legal dispositions.

The acquisition and disposal by the Company of corporate units held by it in its own corporate capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of member(s).

Art. 7. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

Each unit is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

Except as otherwise compulsory required by law or by the present articles of incorporation, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The corporate capital and other provisions of these articles of incorporation may be changed by the sole member or by a majority of members representing at least $\frac{3}{4}$ (three quarters) of the capital.

Notwithstanding the above, when the resolution of the general meeting is such as to change the rights of a category of units, the resolution must, in order to be valid, fulfill the conditions as to the majority laid down in the paragraph 4 of the present article in each category.

The members may change the nationality of the Company only by an unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Art. 9. If the Company has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, contracts entered into between the sole member and the Company represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing.

Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 10. If the Company has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

The unit transfer *inter vivos* to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital.

In the case of the death of a member the unit transfer to non-members is subject to the consent of owners of units representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Company to an end.

Art. 12. For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the Company.

Title III. Administration

Art. 13. The Company shall be managed by a board of managers composed of at least one manager of Category A and at least one manager of Category B, who need not to be members of the Company.

The managers are appointed and removed by the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates.

Art. 14. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place in Luxembourg indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing by letter, telefax or email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing by letter, telefax or email another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing by letter, telefax or email.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting and only if, at least, one manager of category A and one manager of category B vote in favour of the decisions.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Art. 15. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman *pro tempore* who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 16. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law or the present articles to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any person or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any person who need not to be manager, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 17. Towards third parties the Company is validly bound by the joint signatures of one manager of Category A and one manager of Category B, or by the single signature of the sole manager, or by the single or joint signatures of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers.

Art. 18. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 19. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first.

Art. 20. The annual accounts are drawn up by the managers as at the end of each fiscal year and will be at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Out of the annual net profits of the Company, 5% (five percent) shall be placed into the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to 10% (ten percent) of the share capital of the Company.

The general meeting of members, upon recommendation of the managers, will determine how the annual net profits will be disposed of.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

Interim dividends may be distributed upon resolution of the board of managers, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward,
3. The decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the members,
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Title IV. Winding up - Liquidation

Art. 21. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Each unit gives right to one fraction of the net liquidation assets of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

Art. 22. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of August 10, 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Transitional provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December thirty-first of the year two thousand and fourteen.

Subscription and Payment

All the 12,500 (twelve thousand five hundred) corporate units have been subscribed by the company Alcove Holdings Europe S.a r.l., prenamed.

All the corporate units have been fully paid in by the subscriber prenamed so that the amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euros) is at free disposal of the Company, as certified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand Euros (EUR 1,000.-).

Resolution of the sole member of the Company

The sole member of the Company, represented as here above stated, representing the entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
2. The number of managers is set at four (4).
3. The following persons are appointed managers of Category A for an unlimited period:
 - Mr. Sean REILLY, property developer, born on April 5, 1956 in Cavan (Republic of Ireland), professionally residing at Block E Iveagh Court, Harcourt Road, Dublin 2 (Republic of Ireland);
 - Mr. Raymond REILLY, company director, born on January 2, 1968 in Cavan (Republic of Ireland), professionally residing at Block E, Iveagh Court, Harcourt Road, Dublin 2 (Republic of Ireland);
4. The following persons are appointed as managers of category B for an unlimited period:

- Mr. Pierre METZLER, lawyer, born on December 28, 1969 in Luxembourg, professionally residing at 69, Boulevard de la Petrusse, L-2320 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

- Mr. Aidan FOLEY, managing director, born on December 8, 1976 in Port Lairge / Waterford (Republic of Ireland), professionally residing at 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning.

The deed having been read to the proxyholder of the appearing party, acting as here above stated, known to the notary by his first and last name, civil status and residence, the said proxyholder party has signed with Us, the notary, the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausenddreizehn, den am achtzehnten Tag des Monats Juli;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCIENEN:

Die Gesellschaft Alcove Holdings Europe S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet gemäß dem luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in L-1130 Luxemburg, 37, rue d'Anvers, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 139814,

hier vertreten durch Frau Morgane IMGRUND, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmachterteilung, ausgestellt in Luxemburg, am 12. Juli 2012.

Diese Vollmacht bleibt nach „ne varietuf Unterzeichnung durch die Bevollmächtigte und den unterzeichnenden Notar dieser Urkunde zum Zwecke der gemeinsamen Hinterlegung bei den Registrierungsbehörden als Anlage beigelegt.

Die Erschienene, vertreten wie vorerwähnt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht die folgende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche durch das geltende Recht und die vorliegenden Bestimmungen geregelt wird, aufzunehmen:

Titel I. Gesellschaftsform - Name - Dauer - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck

Art. 1. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung „Alcove Europe Four S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“), die den luxemburgischen Gesetzen, insbesondere dem abgeänderten Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, und der folgenden Satzung unterliegt, gegründet.

Art. 2. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt.

Er kann an einen beliebigen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und an einen beliebigen Ort innerhalb von Luxemburg-Stadt durch Beschluss der Geschäftsführung verlegt werden.

Niederlassungen oder andere Geschäftsräume können sowohl in Luxemburg als auch im Ausland durch Beschluss der Geschäftsführung eröffnet werden.

Art. 4. Gesellschaftszweck ist, Beteiligungen in jeglicher Form in luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften zu halten, das Halten von Anteilen in luxemburgischen oder ausländischen Vermögenstreuhandunternehmen, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Erwerbsformen, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise, von Aktien, Anteilen, Schuldverschreibungen und anderen Wertpapieren jeglicher Art und das Eigentum, Verwaltung, Entwicklung und Leitung ihres Portfolios.

Zweck der Gesellschaft ist ebenso der Erwerb, das Halten, die Geschäftsführung, die Entwicklung, die Vermietung und die Verfügung in jeglicher Art von und über Immobilien.

Die Gesellschaft kann ihre Geldmittel verwenden um Immobilienanlagen zu tätigen, um ihre Vermögenswerte, so wie diese sich im Laufe der Zeit zusammensetzen, namentlich, jedoch nicht ausschließlich, ihren Wertpapierbestand jeglicher Herkunft, zu bilden, zu verwalten, zu entwickeln oder um über diese zu verfügen, um an der Gründung, Entwicklung und Einflussnahme in jeglichem Unternehmen teilzunehmen, um durch Einlagen, Zeichnung, Sicherung oder Option Wertpapiere oder jegliche Rechte geistigen Eigentums zu erwerben, um diese durch Verkauf, Übereignung, Tausch oder auf sonstige Weise zu veräußern, um Benutzungsrechte an geistigem Eigentum zu erlangen oder zu gewähren und um den Gesellschaften, in denen die Gesellschaft über direkte oder indirekte Gewinnbeteiligungen verfügt sowie den Gesellschaften des Konzerns, oder zu deren Gunsten jegliche Unterstützung einschließlich durch finanzielle Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse oder Garantien, zu leisten.

Die Gesellschaft kann Darlehen aufnehmen und Schuldverschreibungen, bevorzugte Kapitalzertifikate, Schuldscheine und Schuldanerkenntnisse, seien diese konvertierbar oder nicht konvertierbar, innerhalb der gesetzlich festgelegten Grenzen ausgeben. Die Gesellschaft kann Unterstützung jeglicher Art, Darlehen, Vorschuss oder Garantien den oder zu Gunsten der Gesellschaften, Treuhandunternehmen oder Unternehmen in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder zu Gunsten von Gesellschaften welche der gleichen Gesellschaftsgruppe wie die Gesellschaft angehören, gewähren.

Die Gesellschaft kann jeder Person oder zu Gunsten jeder Person, die mit der Gesellschaft zusammen in ein gemeinsames Projekt investiert jegliche Art von Garantien gewähren.

Als Zweck der Gesellschaft, und als Ziel als solches oder sonstwie, und sei es zur Erzielung von Gewinn oder zur Vermeidung von Verlusten oder für welchen Zweck auch immer, ob verbunden mit einer Vergütung oder einem Gewinn für die Gesellschaft oder nicht, kann die Gesellschaft Währungs- und Zinsgeschäfte oder andere finanzielle oder sonstige Geschäfte jeglicher Art vornehmen, einschließlich Geschäfte zum Zwecke, oder geeignet zum Zwecke der Vermeidung, Reduzierung, Minimierung des, Absicherung gegen das oder auf andere Art der Verwaltung des Risikos eines jeglichen Verlusts, Kosten, Aufwendung oder gesteigerte oder zu erwartende Haftung mittelbarer oder unmittelbarer Natur, resultierend aus jeglichem Wechsel eines jeglichen Zinssatzes oder eines Währungswechselkurses oder des Preises oder Wertes eines Vermögens, Aktiva, Produktes, Index oder Verantwortung oder aus jeglichem anderen Risiko oder Faktor welches die Geschäftsinteressen der Gesellschaft betreffen, einschließlich, aber nicht begrenzt auf Transaktionen, sei es in Gestalt von Erwerb, Verkäufen oder sonst wie, in fremder oder irischer Währung, Platzgeschäfte und andere Devisen- und Kursgeschäfte, caps, floors und collars, Termingeschäfte, Optionen, Tauschgeschäfte und jede anderen Vereinbarungen zur Absicherung von Währungszinssraten und solch andere Instrumente welche vergleichbar oder abgeleitet von einem der vorbenannten Instrumente sind.

Die Gesellschaft kann alle vorgenannten Geschäfte oder ein jedes oder mehrere hiervon, als getrenntes oder separates Geschäft oder aber als Hauptgeschäft betreiben, jegliche Tätigkeit betreiben im Produktionsbereich oder in einem anderen Bereich, für welche die Gesellschaft geeignet zu sein scheint, zufrieden stellend ausführen zu können, in Verbindung mit dem oben genannten oder einem der oben genannten Zwecken oder mit Sicht direkt oder indirekt den Wert des Vermögens der Gesellschaft oder ihre Rechte zu verstärken oder sie rentabler zu gestalten.

Die Gesellschaft kann als Geschäftsführer, Berater, Aufsichtsbeauftragter und als Beauftragter anderer Gesellschaften oder Unternehmen fungieren, und, für diese Gesellschaften oder Unternehmen, ob geschäftsführende, beratende, technische, im Erwerb oder im Verkauf oder andere Dienstleistungen tätigen, und in Vereinbarungen eintreten, wenn und soweit diese notwendig oder ratsam sind in Bezug auf das Vorgehende.

Generell, kann die Gesellschaft sämtliche Kontroll- und Aufsichtsmaßnahmen ergreifen, sowie jede Handlungen ausführen, welche sie für die Verfolgung und Entwicklung des Gesellschaftszweckes als notwendig erachtet.

Titel II. Gesellschaftskapital und Gesellschaftsanteile

Art. 5. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt EUR 12.500,- (zwölftausend-fünfhundert Euro) eingeteilt in 12.500 (zwölftausendfünfhundert) Gesellschaftsanteile mit einen Nennwert von je EUR 1,- (einem Euro).

Das Stammkapital kann, je nachdem, durch Entscheidung des Alleingeschafters oder nach Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung erhöht oder gesenkt werden.

Art. 6. Die Gesellschaft kann, unter Beachtung der relevanten Gesetzesanordnungen, ihre eigenen Gesellschaftsanteile zurückkaufen.

Der Erwerb von sowie die Verfügung durch die Gesellschaft über ihre eigenen Gesellschaftsanteile kann aufgrund einer Beschlussfassung der und unter den Bedingungen, die die Hauptversammlung der Gesellschafter bestimmen muss, stattfinden.

Art. 7. Jede ordnungsmäßige Gesellschafterversammlung wird die Gesamtheit der Gesellschafter darstellen. Sie wird die weitestgehenden Befugnisse haben, alle Handlungen bezüglich der Geschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Jeder Anteil berechtigt zur Abgabe einer Stimme in den ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen der Gesellschafter.

Sofern das Gesetz nichts Gegenteiliges vorsieht, werden die Beschlüsse der ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Gesellschafter angenommen.

Das Stammkapital sowie die anderen Bestimmungen dieser Satzung können zu jeder Zeit durch Beschluss des alleinigen Geschafters oder per Beschluss der Gesellschafter, welche mindestens % (drei Viertel) des Kapitals vertreten, geändert werden. Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft kann durch einstimmigen Beschluss der Gesellschaft herbeigeführt werden.

Ungeachtet des Vorgeführten sollte der Beschluss der Hauptversammlung die Änderung der Rechte einer Anteilskategorie mit sich führen, so muss dieser Beschluss der Gültigkeit wegen die Mehrheitsbedingungen des Paragraphen 4 der vorliegenden Satzungen für jede Kategorie erfüllen.

Die Gesellschafter können die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft nur durch eine einstimmige Entscheidung ändern.

Falls alle Gesellschafter bei einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann die Gesellschafterversammlung ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 8. Die Gesellschaft wird nur einen einzigen Eigentümer pro Geschäftsanteil anerkennen; falls ein Geschäftsanteil im Besitz von mehr als einer Person ist, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung aller Rechte des betreffenden Geschäftsanteils auszusetzen, bis dass eine Person als alleiniger Eigentümer in Bezug auf die Gesellschaft benannt wurde.

Art. 9. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, übt dieser Alleingesellschafter sämtliche Rechte der Gesellschafterversammlung aus.

Die Entscheidungen des Alleingeschafters, welche im Rahmen des ersten Absatzes getroffen werden, sind in ein Protokoll aufzunehmen oder schriftlich abzufassen.

Weiterhin werden Verträge, die zwischen dem Alleingesellschafter und der durch den Alleingesellschafter vertretenen Gesellschaft geschlossen werden, in ein Protokoll aufgenommen oder schriftlich abgefasst.

Nichtsdestotrotz ist diese letzte Regelung nicht anwendbar auf laufende Geschäfte, die unter normalen Bedingungen eingegangen werden.

Art. 10. Wenn die Gesellschaft mindestens zwei Gesellschafter hat, sind die Geschäftsanteile frei unter Gesellschaftern übertragbar.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nicht-Gesellschafter benötigt die in einer Gesellschafterversammlung erteilten Zustimmung von Gesellschaftern die mindestens % (drei Viertel) des Stammkapitals repräsentieren.

Im Todesfall eines Gesellschafters ist die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Nicht-Gesellschafter abhängig von der Zustimmung von Gesellschaftern die nicht weniger als % (drei Viertel) der Rechte der verbleibenden Gesellschafter repräsentieren. In diesem Fall ist die Genehmigung nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Pflichtteilsberechtigte oder den überlebenden Ehepartner erfolgt.

Art. 11. Der Tod, die Aberkennung der bürgerlichen Rechte, der Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit des Alleingeschafters oder eines Gesellschafters haben nicht die Beendigung der Gesellschaft zur Folge.

Art. 12. Gläubiger, Berechtigte oder Rechtsnachfolger der Gesellschafter dürfen aus keinem Grund und in keinem Fall Siegel an das Gesellschaftsvermögen anbringen.

Titel III. Verwaltung

Art. 13. Die Gesellschaft wird von einer Geschäftsführung verwaltet, die sich aus mindestens einem Geschäftsführer der Kategorie A und einem Geschäftsführer der Kategorie B zusammensetzt, wobei diese nicht Gesellschafter der Gesellschaft zu sein brauchen.

Die Geschäftsführer werden durch Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt und abberufen, welche auch die Befugnisse, das Entgelt und die Dauer des Mandats bestimmt.

Art. 14. Die Geschäftsführung kann unter ihren Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen. Sie kann weiterhin einen Sekretär wählen, der nicht Geschäftsführer zu sein braucht und der für die Abfassung der Sitzungsprotokolle der Geschäftsführung und der Gesellschafter verantwortlich ist.

Die Geschäftsführung kommt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder zwei Geschäftsführer zusammen und zwar an dem Ort in Luxemburg, der in der Einberufung der Sitzung genannt ist.

Schriftliche Einberufungsschreiben zu jeder Sitzung der Geschäftsführung müssen allen Geschäftsführern mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden vor dem Zeitpunkt der Abhaltung der Sitzung zugestellt werden, außer in dringlichen Fällen, wobei dann die Art des Dringlichkeitsfalles in dem Einberufungsschreiben genannt werden muss. Auf die Einberufung kann schriftlich per Brief, Fax oder Email durch jeden Geschäftsführer verzichtet werden. Gesonderte Einberufungsschreiben sind nicht notwendig bei individuellen Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten gehalten werden, welche aus einem Zeitplan hervorgehen, der vorher durch einen Geschäftsführungsbeschluss genehmigt wurde.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei jeder Sitzung der Geschäftsführung vertreten lassen, indem er schriftlich per Brief, Fax oder Email einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt oder kann mittels Telefonkonferenz an der Sitzung teilnehmen.

Abstimmungen können auch schriftlich per Brief, Fax oder Email durchgeführt werden.

Die Geschäftsführung kann nur wirksam beraten und handeln, wenn zumindest eine Mehrheit von Geschäftsführern bei der Sitzung anwesend oder vertreten ist. Die Entscheidungen werden durch eine Mehrheit der Stimmen der bei einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer getroffen und nur, wenn mindestens ein Geschäftsführer der Kategorie A und ein Geschäftsführer der Kategorie B diesen Entscheidungen zustimmen.

Schriftliche Beschlüsse, die von allen Geschäftsführern genehmigt und unterzeichnet wurden, haben dieselbe Wirkung wie Beschlüsse, über die bei Sitzungen der Geschäftsführung abgestimmt wurde.

Art. 15. Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden von deren Vorsitzenden unterzeichnet oder, in dessen Abwesenheit, durch den vorübergehenden Vorsitzenden, der den Vorsitz dieser Sitzung übernommen hat.

Kopien und Auszüge solcher Sitzungen, die zur Vorlage in Rechtsangelegenheiten oder in sonstiger Weise vorgelegt werden, werden durch den Vorsitzenden, den Sekretär oder zwei Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 16. Die Geschäftsführung verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, jegliche Verwaltungs- und Verfügungs-handlungen im Namen und im Interesse der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit der Geschäftsführung.

Die Geschäftsführung kann ihre Befugnisse betreffend die tägliche Geschäftsführung und Angelegenheiten der Gesellschaft, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend solche Geschäftsführung und Angelegenheiten, ohne vorherigen Beschluss der Gesellschafterversammlung, an einen oder mehrere Geschäftsführer, an einen Prokuristen oder an ein Komitee (dessen Mitglieder nicht zwangsweise Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen) übertragen, welche unter den Bedingungen beraten und mit den Befugnissen ausgestattet sind, die von der Geschäftsführung festgelegt werden. Die Geschäftsführung kann außerdem jegliche Befugnisse und Sondervollmachten an jede Person, welche nicht zwangsweise Geschäftsführer sein muss, übertragen, Beauftragte und Angestellte bestellen oder absetzen und ihre Bezüge festsetzen.

Art. 17. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von einem Geschäftsführer der Kategorie A und einem Geschäftsführer der Kategorie B oder durch die Einzelunterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Einzel- oder die gemeinsame Unterschrift jeder Person(en), die durch die Geschäftsführung berechtigt wurde, verpflichtet.

Art. 18. In der Ausübung ihres Mandats haften die Geschäftsführer nicht persönlich für die Verpflichtungen der Gesellschaft. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie für die gewissenhafte Ausführung der ihnen obliegenden Pflichten verantwortlich.

Art. 19. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 20. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres wird durch die Geschäftsführung ein Jahresabschluss erstellt und den Gesellschaftern am Sitz der Gesellschaft zur Verfügung stellt.

Von dem Reingewinn der Gesellschaft werden (fünf Prozent) zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der gesetzlichen Rücklage endet, wenn die Rücklagen einen Betrag erreicht haben, der 10% (zehn Prozent) des Stammkapitals der Gesellschaft entspricht.

Auf Empfehlung der Geschäftsführung entscheidet die Gesellschafterversammlung über die Verwendung des jährlichen Gewinnes.

Jeder Geschäftsanteil berechtigt zur Zuteilung eines Anteils der Aktiva und des Gewinns der Gesellschaft im direkten proportionalen Verhältnis zu den bestehenden Geschäftsanteilen.

Vorschüsse auf Dividenden können zu jeder Zeit, durch Beschlussfassung der Geschäftsführung, unter den nachfolgenden Bedingungen ausgezahlt werden:

1. die Geschäftsführung stellt einen Zwischenabschluss auf,
2. dieser Zwischenabschluss weist einen Gewinn, einschließlich der vorgetragenen Gewinne, auf,
3. die Entscheidung Vorschüsse auf Dividenden zu gewähren wird anlässlich einer außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter gefasst,
4. Die Zahlung erfolgt, nachdem die Gesellschaft die Sicherheit erhalten hat, dass Rechte der Gläubiger der Gesellschafter nicht berührt werden.

Titel IV. Auflösung und Liquidation

Art. 21. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (welche natürliche oder juristische Personen sein können) erfolgen, die durch die Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über diese Auflösung entschieden hat und die ihre Befugnisse und Vergütungen festlegen wird.

Nach Abschluss der Liquidation werden die Aktiva der Gesellschaft den Gesellschaftern entsprechend ihrer gehaltenen Geschäftsanteile zugeteilt.

Art. 22. Für alle Punkte, die nicht durch die Regelungen der vorliegenden Satzung geregelt sind, gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gesellschaftergründung und endet am einunddreißigsten Dezember zweitausendvierzehn.

Zeichnung und Auszahlung

Alle 12.500 (zwölftausendfünfhundert) Gesellschaftsanteile sind vollständig von der vorgenannten Gesellschaft Alcove Holdings Europe S.à r.l. gezeichnet worden.

Alle Gesellschaftsanteile wurden vollständig vom vorgenannten Zeichner in bar eingezahlt, so dass der Betrag von EUR 12.500,- (zwölftausend fünf hundert Euro) zur freien Verfügung der Gesellschaft steht, worüber der Nachweis dem unterzeichnenden Notar erbracht wurde.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar gibt hiermit an, beglaubigt und ausdrücklich vermerkt zu haben, dass die aufgezählten Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften hier erfüllt worden sind.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen jedweder Art, welcher der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen werden, sind auf ungefähr tausend Euro (EUR 1.000,-) abgeschätzt.

Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft hat der Alleingesellschafter, vertreten wie vorbenannt, welcher das gesamte Stammkapital repräsentiert, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist L-1130 Luxemburg, 37, rue d'Anvers;
2. Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf vier (4) festgelegt;
3. Folgende Personen werden als Geschäftsführer der Kategorie A auf unbestimmte Zeit ernannt:
 - Herr Sean REILLY, Bauunternehmer, geboren am 5. April 1956 in Cavan (Republik Irland), geschäftsansässig in Block E Iveagh Court, Harcourt Road, Dublin 2 (Republik Irland);
 - Herr Raymond REILLY, Geschäftsleiter, geboren am 2. Januar 1968 in Cavan, geschäftsansässig in Block E, Iveagh Court, Harcourt Road, Dublin 2 (Republik Irland);
4. Folgende Personen werden als Geschäftsführer der Kategorie B auf unbestimmte Zeit ernannt
 - Herr Pierre METZLER, Anwalt, geboren am 28. Dezember 1969 in Luxemburg, geschäftsansässig in 69, Boulevard de la Petrusse, L-2320 Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);
 - Herr Aidan FOLEY, managing director, geboren am 8. Dezember 1976 in Port Lairge / Waterford (Republik Irland), geschäftsansässig in 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Englisch und Deutsch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Ersuchen derselben erschienenen Partei, und im Falle von Divergenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird die englische Fassung maßgeblich sein.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem anfangs oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der erschienenen Partei, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe Bevollmächtigte mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: M. IMGRUND, C. WERSANDT

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 juillet 2013. LAC/2013/34400. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2013.

Référence de publication: 2013116452/461.

(130141542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

White Hawk International Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 105.818.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 30 juillet 2013

Monsieur ROSSI Jacopo, Monsieur DONATI Régis et Monsieur VEGAS-PIERONI Louis sont renommés administrateurs.

Monsieur DONATI Régis est renommé Président du Conseil d'administration.

Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2015.

Pour extrait sincère et conforme
WHITE HAWK INTERNATIONAL INVESTMENTS S.A.
Jacopo ROSSI
Administrateur

Référence de publication: 2013116411/17.

(130140981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Lowara Srl, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1259 Senningerberg, 11, Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 177.687.

—
EXTRAIT

C'est par erreur que la dénomination de la société Xylem Service Italia Srl et de sa succursale luxembourgeoise Xylem Service Italia Srl, Luxembourg Branch ont été changée en date du 3 juillet 2013 de sorte à ce que leurs noms corrects sont: Lowara Srl, respectivement Lowara Srl, Luxembourg Branch.

Luxembourg, le 9 août 2013.

Pour extrait conforme
Un Mandataire

Référence de publication: 2013116414/14.

(130140993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Super Ebco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 160.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 178.453.

—
In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of June;

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed,

THERE APPEARED:

- A Ebco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg whose registered office is at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal,

- B Ebco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg whose registered office is at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal,

- C Ebco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg whose registered office is at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal,

- D Ebco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg whose registered office is at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal,

- E Ebco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg whose registered office is at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal,

- F Ebco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg whose registered office is at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal,

- G Ebco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg whose registered office is at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal,

- H Ebco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg whose registered office is at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal,

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of Super Ebco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg whose registered office is at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the "Company") and, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 20 June 2013, whose articles of incorporation have not yet been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Articles").

The Shareholders, acting in their capacity of shareholders of the Company, hereby pass the following written resolutions in accordance with the following agenda:

Agenda

1. Creation of new classes of shares in the Company's share capital;
2. Conversion of the existing shares into the new classes of shares;
3. Full restatement of the Articles;
4. Miscellaneous

First resolution

The Shareholders resolve to create the following new classes of shares in the Company's share capital:

- the class A shares (the "Class A Shares");
- the class B shares (the "Class B Shares");
- the class C shares (the "Class C Shares");
- the class D shares (the "Class D Shares");
- the class E shares (the "Class E Shares");
- the class F shares (the "Class F Shares");
- the class G shares (the "Class G Shares");
- the class H shares (the "Class H Shares");
- the class I shares (the "Class I Shares");

with a par value of one US cent (USD 0.01) each and having the rights and obligations as set out in the Articles as amended by the following resolutions.

Second resolution

The Shareholders resolve to convert the sixteen million (16,000,000) existing shares into:

- four hundred thousand (400,000) Class A Shares;
- four hundred thousand (400,000) Class B Shares;
- four hundred thousand (400,000) Class C Shares;
- four hundred thousand (400,000) Class D Shares;
- four hundred thousand (400,000) Class E Shares;
- four hundred thousand (400,000) Class F Shares;
- four hundred thousand (400,000) Class G Shares;
- four hundred thousand (400,000) Class H Shares; and
- twelve million eight hundred thousand (12,800,000) Class I Shares,

with a par value of one US cent (USD 0.01) each.

Following the creation of the different classes of shares, the share capital shall be allocated as follows:

- four hundred thousand (400,000) Class A Shares are held by A Ebco S.a r.l., aforementioned;
- four hundred thousand (400,000) Class B Shares are held by B Ebco S.a r.l., aforementioned;
- four hundred thousand (400,000) Class C Shares are held by C Ebco S.a r.l., aforementioned;
- four hundred thousand (400,000) Class D Shares are held by D Ebco S.à r.l., aforementioned;
- four hundred thousand (400,000) Class E Shares are held by E Ebco S.à r.l., aforementioned;
- four hundred thousand (400,000) Class F Shares are held by F Ebco S.à r.l., aforementioned;
- four hundred thousand (400,000) Class G Shares are held by G Ebco S.à r.l., aforementioned;
- four hundred thousand (400,000) Class H Shares are held by H Ebco S.à r.l., aforementioned;
- one million six hundred thousand (1,600,000) Class I Shares are held by A Ebco S.à r.l., aforementioned;
- one million six hundred thousand (1,600,000) Class I Shares are held by B Ebco S.à r.l., aforementioned;
- one million six hundred thousand (1,600,000) Class I Shares are held by C Ebco S.à r.l., aforementioned;
- one million six hundred thousand (1,600,000) Class I Shares are held by D Ebco S.à r.l., aforementioned;
- one million six hundred thousand (1,600,000) Class I Shares are held by E Ebco S.à r.l., aforementioned;
- one million six hundred thousand (1,600,000) Class I Shares are held by F Ebco S.à r.l., aforementioned;
- one million six hundred thousand (1,600,000) Class I Shares are held by G Ebco S.à r.l., aforementioned; and
- one million six hundred thousand (1,600,000) Class I Shares are held by H Ebco S.à r.l., aforementioned.

Third resolution

The Shareholders resolve to fully restate the Articles as follows:

1. Art. 1. Corporate form and Name.

1.1 This document constitutes the articles of association (the "Articles") of Super Ebco S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

- (a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or
- (b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Art. 3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Art. 4. Duration.

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

5. Art. 5. Share capital.

5.1 The issued share capital of the Company is one hundred sixty thousand US Dollars (USD 160,000.-) divided into:

5.1.1 four hundred thousand (400,000) class A shares (the "A Shares");

5.1.2 four hundred thousand (400,000) class B shares (the "B Shares");

5.1.3 four hundred thousand (400,000) class C shares (the "C Shares");

5.1.4 four hundred thousand (400,000) class D shares (the "D Shares");

5.1.5 four hundred thousand (400,000) class E shares (the "E Shares");

5.1.6 four hundred thousand (400,000) class F shares (the "F Shares");

5.1.7 four hundred thousand (400,000) class G shares (the "G Shares");

5.1.8 four hundred thousand (400,000) class H shares (the "H Shares"); and

5.1.9 twelve million eight hundred thousand (12,800,000) class I shares (the "I Shares"),

each having a par value of USD 0.01 and the rights and obligations set out in these Articles.

5.2 The share capital of the Company may be reduced exclusively through the repurchase and subsequent cancellation of some or all the issued shares of one or more classes of Shares (a "Share Redemption").

5.3 Upon a Share Redemption becoming effective, the holders of the Shares which are repurchased by the Company as part of the Share Redemption (the "Redeemed Shares") will be paid the Redemption Price for each Redeemed Share.

6. Art. 6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Art. 7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.3 Notwithstanding any provision to the contrary in these Articles, the Company shall not register a transfer of Shares unless the transfer is made in accordance with the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law and the following provisions:

7.3.1 Notwithstanding any other provision of these articles, no Share may be transferred other than:

(a) with the prior written consent of each of the other Shareholders; or

(b) with the prior consent of the Board of Managers to an Associate of that Shareholder.

7.3.2 If Shares have been transferred under Article 7.3.1 (whether directly or by a series of transfers) by a Shareholder (the "Transferor" which expression shall not include a second or subsequent transferor in a series of transfers) to its Associate (the "Transferee") and subsequently the Transferee ceases to be an Associate of the Transferor then the Transferee shall forthwith transfer such Shares to the Transferor or at the Transferor's option to an Associate of the Transferor.

7.3.3 The Managers may require the holder of the Shares which are proposed to be transferred or the person named as transferee in any transfer lodged for registration to furnish the Managers with such information as the Managers may reasonably consider necessary for the purpose of ensuring that a transfer of shares is permitted under Article 7.3. If the information is not provided within 28 days of the request the Managers may refuse to register the transfer of the relevant Shares.

8. Art. 8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time, with or without cause, by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Art. 9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Art. 10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, any two Managers of the Board of Managers;

11. Art. 11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, the Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Art. 12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without

prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Art. 13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, shareholders' resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8

13.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, shareholders' resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and gives his vote in writing.

13.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8.1 and the above provisions of Article 13.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

14. Art. 14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

14.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the 1915 Law on the last business day in the following May.

15. Art. 15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) in accordance with the respective rights of the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

15.4 On a distribution to holders of Shares upon or following a liquidation or dissolution of the Company (a "Liquidation Payment"), the holders of the Class I Shares shall be entitled to a priority return over the holders of the other classes of Shares equal to the par value of each Class I Share plus an amount equal to 10% of the par value of each Class I Share, once the holders of each other class of Share have received as a Liquidation Payment amounts equal to the par value of their Shares (other than any Class I Shares). The Class I Shares shall not carry any entitlement to participate in any payments or distributions by the Company to the holders of Shares (whether by way of dividend or in relation to a Share Redemption or otherwise) other than Liquidation Payments.

16. Art. 16. Dissolution and Liquidation.

16.1 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Art. 17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles, the following shall have the respective meaning set out below:

"Associate" means, any entity which in relation to the person concerned is:

(a) if the person concerned is a body corporate, any holding company or a subsidiary or a subsidiary of any such holding company or any partnership which is the subsidiary undertaking of the person concerned or of any such holding company; or

(b) if the person concerned is an individual or a firm or other unincorporated body, any body corporate or partnership where 50 per cent. or more of the votes exercisable at an extraordinary general meeting or partners meeting, or more than 50 per cent. of the profits of which are directly or indirectly controlled by such person.

"Redemption Price" equals such amount as shall be determined by resolution of the Board of Managers and approved by general meeting of the Shareholders subject to the provisions of the Shareholders' Agreement, not exceeding the amount permitted by law.

"Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

"Shareholders' Agreement" means any shareholders' agreement entered into from time to time between (among others) the Company and its shareholders.

"Shares" means the A Shares, the B Shares, the C Shares, the D Shares, the E Shares, the F Shares, the G Shares, the H Shares and the I Shares.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the mandatory of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille treize, le vingt-huit juin;

Pardevant Nous, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire des présentes;

ONT COMPARU:

- A Ebco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

- B Ebco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

- C Ebco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

- D Ebco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

- E Ebco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

- F Ebco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

- G Ebco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

- H Ebco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesquelles procurations signées ne varient par le mandataire des comparantes et par le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Lesquelles comparantes sont les associés (les "Associés") de Super Ebco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la "Société") et, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 20 juin 2013, dont les statuts n'ont pas encore été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (les "Statuts").

Les Associés, agissant en leur capacité d'associés de la Société, adoptent par la présente les résolutions écrites suivantes, conformément à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Création de nouvelles catégories de parts sociales dans le capital social de la Société;
2. Conversion des parts sociales existantes en nouvelles catégories de parts sociales;
3. Refonte complète des Statuts;
4. Divers.

Première résolution

Les Associés décident de créer les nouvelles catégories de parts sociales suivantes dans le capital social de la Société:

- les parts sociales de catégorie A
- (les "Parts Sociales de Catégorie A");
- les parts sociales de catégorie B (les "Parts Sociales de Catégorie B")
- les parts sociales de catégorie C (les "Parts Sociales de Catégorie C");
- les parts sociales de catégorie D (les "Parts Sociales de Catégorie D");

- les parts sociales de catégorie E (les "Parts Sociales de Catégorie E");
- les parts sociales de catégorie F (les "Parts Sociales de Catégorie F");
- les parts sociales de catégorie G (les "Parts Sociales de Catégorie G");
- les parts sociales de catégorie H (les "Parts Sociales de Catégorie H");
- les parts sociales de catégorie I (les "Parts Sociales de Catégorie I");

d'une valeur nominale d'un cent US (0,01 USD) chacune et ayant les droits et obligations définis dans les Statuts tels que modifiés par les résolutions suivantes.

Deuxième résolution

Les Associés décident de convertir les seize millions (16.000.000) de parts sociales en:

- quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie A;
- quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie B;
- quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie C;
- quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie D;
- quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie E;
- quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie F;
- quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie G;
- quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie H;
- douze millions huit cent mille (12.800.000) Parts Sociales de Catégorie I, d'une valeur nominale d'un cent US (0,01 USD) chacune.

Suite à la création des différentes catégories de parts sociales, le capital social doit être alloué comme il suit:

- quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie A sont détenues par A Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie B sont détenues par B Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie C sont détenues par C Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie D sont détenues par D Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie E sont détenues par E Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie F sont détenues par F Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie G sont détenues par G Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - quatre cent mille (400.000) Parts Sociales de Catégorie H sont détenues par H Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - un million six cent mille (1.600.000) Parts Sociales de Catégorie I sont détenues par A Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - un million six cent mille (1.600.000) Parts Sociales de Catégorie I sont détenues par B Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - un million six cent mille (1.600.000) Parts Sociales de Catégorie I sont détenues par C Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - un million six cent mille (1.600.000) Parts Sociales de Catégorie I sont détenues par D Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - un million six cent mille (1.600.000) Parts Sociales de Catégorie I sont détenues par E Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - un million six cent mille (1.600.000) Parts Sociales de Catégorie I sont détenues par F Ebco S.à r.l., susmentionnée;
 - un million six cent mille (1.600.000) Parts Sociales de Catégorie I sont détenues par G Ebco S.à r.l., susmentionnée;
- et
- un million six cent mille (1.600.000) Parts Sociales de Catégorie I sont détenues par H Ebco S.à r.l., susmentionnée.

Troisième résolution

Les Associés décident de refondre entièrement les statuts comme suit:

1. Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.

1.1 Ce document constitue les statuts (les "Statuts") de Super Ebco S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915").

2. Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 En tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par:

- (a) Le Gérant Unique (tel que défini à l'Article 8.2) si, à ce moment là, la Société est gérée par un Gérant Unique; ou
- (b) Par le Conseil de Gérance (tel que défini à l'Article 8.3) si à ce moment là, la Société est gérée par un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 En tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit dans la même municipalité ou non) par une résolution des associés de la Société (les "Résolutions des Associés") prise conformément aux dispositions des Statuts -

y compris l'Article 13.4 - et les lois du Grand-Duché de Luxembourg telles que modifiées de temps à autre, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise")

2.3 Si une situation devait se produire ou était imminente, qu'elle soit d'ordre militaire, politique, économique, sociale ou autre, qui compromettrait l'activité normale au Siège Social, le Siège Social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à ce que la situation soit normalisée; une telle mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance, selon le cas.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales au Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

3. Art. 3. Objets. Les objets de la Société sont les suivants:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) tout ou partie des actions, parts, obligations, actions préférentielles, emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et en disposer au même titre;

3.2 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, et d'acquérir, soutenir ou reprendre tout ou partie de l'activité, des biens et / ou des dettes d'une personne entreprenant une activité;

3.3 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas), et de prêter des fonds et accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

3.4 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement des sommes d'argent comme le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas) le déterminera, y compris, sans limitation, par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et tout autre titre ou instrument, perpétuel ou autre, convertible ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents ou futurs) ou son capital non encore levé, et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir tout titre, fusionner, entreprendre une consolidation ou encore conclure un partenariat ou un arrangement en vue de partager les profits, une conciliation, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre procédé avec toute personne, y compris, toute personne appartenant à la Société;

3.6 de conclure une garantie ou contrat d'indemnités ou de sûretés ou d'accorder une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne (une "Entité Holding") qui est à cet instant un membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle l'Entité Holding a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associée à la Société dans certaines activités ou partenariat), avec ou sans que la Société y perçoive obligatoirement une contrepartie ou avantage (quelle soit directe ou indirecte) que ce soit par engagement personnel ou gage, cautionnement ou charge pesant sur tout ou partie des biens, des propriétés, des actifs ou du capital non encore émis (présent ou futur) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet Article 3.6, une "garantie" comprend, sans limitation, toute obligation, sous toute forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement d'une dette ou obligation financière à laquelle une autre personne est tenue, ou encore d'être responsable de cette dette;

3.7 d'acquérir, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif;

3.8 de céder, mettre à bail, échanger, mettre en location ou disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des biens de la Société, contre une contrepartie déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas), y compris, sans limitation, des parts sociales, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libéré, dans le capital de toute personne, que celle-ci ait ou non (en tout ou partie) le même objet social que la Société; détenir des actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; apporter des améliorations, gérer, développer, céder, échanger, donner à bail, mettre en gage, disposer ou accorder des droits d'option, tirer parti ou toute autre action en rapport avec tout ou partie des biens et des droits de la Société;

3.9 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet Article 3 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, d'agent, de co-contractant, de trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une autre personne ou d'autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas) estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue.

4. Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social émis de la Société est fixé à cent soixante mille Dollars US (USD 160.000) représenté par:

5.1.1 quatre cent mille (400.000) parts sociales A (les "Parts Sociales A");

5.1.2 quatre cent mille (400.000) parts sociales B (les "Parts Sociales B");

5.1.3 quatre cent mille (400.000) parts sociales C (les "Parts Sociales C");

5.1.4 quatre cent mille (400.000) parts sociales D (les "Parts Sociales D");

5.1.5 quatre cent mille (400.000) parts sociales E (les "Parts Sociales E");

5.1.6 quatre cent mille (400.000) parts sociales F (les "Parts Sociales F");

5.1.7 quatre cent mille (400.000) parts sociales G (les "Parts Sociales G");

5.1.8 quatre cent mille (400.000) parts sociales H (les "Parts Sociales H");

5.1.9 Douze millions huit cent mille (12.800.000) parts sociales I (les "Parts Sociales I"),

chacune ayant une valeur nominale de USD 0,01, et les droits et obligations tels que définis dans les présents Statuts.

5.2 Le capital social de la Société peut être réduit exclusivement par le rachat et l'annulation subséquente de tout ou partie des parts sociales émises d'une ou plusieurs catégories de Parts Sociales (un "Rachat de Parts Sociales").

Lorsqu'un Rachat de Parts Sociales devient effectif, les détenteurs de Parts Sociales qui sont rachetées par la Société dans le cadre d'un Rachat de Parts Sociales (les "Parts Sociales Rachetées") seront payés le Prix de Rachat pour chaque Parts Sociales Rachetées.

5.3

6. Art. 6. Indivisibilité des parts.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit à la Société celui d'entre eux qui est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins de vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Art. 7. Transfer of shares.

7.1 Tant que la Société n'a qu'un seul Associé, les Parts Sociales seront librement transmissibles.

7.2 Au cours de la période durant laquelle la Société a plusieurs Associés:

7.2.1 les Parts Sociales ne peuvent pas être cédées, sauf pour raison de décès, à d'autres personnes que des Associés à moins que les Associés détenant au moins trois quarts des Parts Sociales n'aient accepté la cession en assemblée générale;

7.2.2 les Parts Sociales ne peuvent pas être transmises pour raison de décès à d'autres personnes que les Associés sauf si les Associés détenant au moins trois quarts des Parts Sociales détenues par les survivants ont accepté la cession ou que les conditions prévues par l'article 189 de la Loi de 1915 sont remplies;

7.3 Nonobstant toute disposition contraire dans ces Statuts, la Société ne procédera pas à l'enregistrement d'un transfert de Parts Sociales sauf si ce transfert est opéré conformément aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915 et aux dispositions suivantes:

7.3.1 Nonobstant toute autre disposition des présents statuts, aucune Part Sociale ne peut être transférée sauf si ce n'est:

(a) autrement qu'avec le consentement écrit préalable de chacun des autres Associés; ou

(b) avec le consentement écrit préalable du Conseil de Gérance à un Affilié de cet Associé.

7.3.2 - Si des Parts Sociales ont été transférées en vertu de l'article 7.3.1 (que ce soit directement ou par série de transferts) par un Associé (le "Cédant" laquelle expression ne doit pas inclure un second cédant ou cédant subséquent dans une série de transferts) à son Affilié (le "Cessionnaire") et par la suite le Cessionnaire cesse d'être un Affilié du Cédant, alors le Cessionnaire doit immédiatement transférer ces Parts Sociales au Cédant ou au choix du Cédant à un Affilié de ce Cédant.

7.3.3 Les Gérants pourront exiger que le détenteur des Parts Sociales dont le transfert est proposé ou que la personne nommée comme cessionnaire dans un transfert soumis à l'enregistrement fournisse aux Gérants toute information que les Gérants pourront raisonnablement considérer nécessaires afin de s'assurer qu'un transfert de parts sociales est autorisé en vertu de l'Article 7.3. Si l'information ne leur est pas fournie endéans 28 jours suivant la demande, les Gérants pourront refuser d'enregistrer le transfert des Parts Sociales concernées.

8. Art. 8. Gérance.

8.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants (les "Gérants") qui seront nommés par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

8.2 Si la Société est gérée à un moment par un seul Gérant, il sera désigné dans les présents Statuts comme le "Gérant Unique"

8.3 Si la Société est gérée de temps à autre par plus d'un Gérant, ils constitueront le conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.4 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment pour toute raison légitime par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

9. Art. 9. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, quand la Société est gérée par un seul gérant, ou en tous les autres cas, le Conseil de Gérance, aura tous pouvoirs pour prendre tout ou partie des actions qui sont nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts comme devant être décidées par les Associés.

10. Art. 10. Représentation. Sous réserve de ce qui est prescrit par la Loi Luxembourgeoise ou par les présents Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou à engager la Société vis-à-vis des tiers:

10.1 si la Société a un Gérant Unique, par le Gérant Unique;

10.2 si la Société a plus d'un Gérant, par deux Gérants du Conseil de Gérance;

11. Art. 11. Agent du gérant unique et du conseil de gérance. Le Gérant Unique ou, si la Société à plus d'un Gérant, le Conseil de Gérance peut déléguer chacun de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agent(s) ad hoc et déterminera les pouvoirs de cet agent, ses responsabilités, sa rémunération (si applicable), la durée de la période de représentation ou toutes autres conditions de la représentation.

12. Art. 12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance devra nommer un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions de convocation préalable et formalités si tous les Gérants ont renoncé aux formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (et seulement un gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonction en son nom à la Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants à un Conseil de Gérance à la condition que (sans préjudice quant aux quorums requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'Article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si la totalité des Gérants sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à la majorité simple.

12.5 Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peuvent valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, de vidéo conférence et de conférence téléphonique ou de tous autres équipements de communication à condition que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputé être présente en personne à la réunion et devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par tous les Gérants seront réputées pour les besoins des présents statuts, valables et effectivement effectuées à une Réunion du Conseil, peu importe que moins que le nombre de Gérants (ou leurs représentants) requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou en relation avec tout Gérant, son Représentant) est valide comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et pourra consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signée par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants concernés.

12.7 Les procès-verbaux d'un Conseil de Gérance devront être signés et les extraits de ces procès -verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

13. Art. 13. Résolutions des associés.

13.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

13.2 Sous réserve des dispositions prévues aux Articles 13.3, 13.4 et 13.5, les résolutions des associés sont valables uniquement si elles sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, toutefois si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première assemblée ou lors de la première consultation écrite, les Associés devront être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Les Associés ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société sans un vote unanime de tous les Associés

13.4 Sous réserve des dispositions prévues à l'Article 13.3, toute résolution modifiant les présents Statuts (y compris le changement de Siège Social), sous réserve de toute disposition contraire, doit être adoptée à la majorité en nombre des Associés représentant les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution pour dissoudre la Société, déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou nommer les liquidateurs doit être adoptée conformément à la Loi Luxembourgeoise.

13.6 Une réunion des Associés ("Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans respecter tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les Associés ont renoncé aux exigences et formalités de convocation en question, que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale concernée, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou email ou tout autre moyen similaire) un mandataire ou un représentant, lequel ne doit pas nécessairement être un Associé.

13.8

13.8.1 S'il y a moins de vingt-cinq Associés dans la Société, les résolutions des associés pourront être adoptées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que lors d'une Assemblée Générale à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter et donne son vote part écrit.

13.8.2 La majorité requise pour l'adoption de résolutions par une Assemblée Générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites des Associés. Sauf si requis par la Loi Luxembourgeoise, il n'y aura pas de quorum pour l'adoption de résolutions écrites des Associés. Les résolutions écrites des Associés sont valablement prises immédiatement après la réception par la Société des exemplaires originaux (ou des copies envoyées par télécopieur ou des pièces jointes aux courriels) des votes des Associés sous réserve des exigences prévues à l'article 13.8.1 et les dispositions ci-dessus de l'article 13.8.2, indépendamment du fait si tous les Associés ont voté ou pas

14. Art. 14. Exercice sociale.

14.1 L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, à condition que, comme mesure transitoire, le premier exercice comptable de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre 2013 (toutes les dates incluses).

14.2 Si à cette période la Société compte plus de vingt-cinq Associés, au minimum une assemblée générale annuelle doit être tenue chaque année conformément à l'article 196 de la Loi de 1915 le dernier jour ouvrable du mois de mai qui suit.

15. Art. 15. Droit de distribution des parts.

15.1 Du bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint un dixième du capital social de la Société.

15.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par résolutions des Associés déclarer des dividendes en conformité avec les droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant Unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'un bilan comptable montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi de 1915 ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

15.4 Lors de la distribution à des détenteurs de Parts Sociales lors ou suivant une liquidation ou dissolution de la Société (un "Paiement de Liquidation"), les détenteurs de Parts Sociales I ont droit à un rendement privilégié par rapport aux détenteurs de Parts Sociales des autres catégories de Parts Sociales égal à la valeur nominale de chaque Parts Sociales de Catégorie I augmenté d'un montant égal à 10% de la valeur nominale de chaque Parts Sociales I, une fois que les détenteurs de chacune des autres catégories de Parts Sociales aient reçu comme Paiement de Liquidation des montants égale à la valeur nominale de leur Parts Sociales (autre que toute Parts Sociales I). Les Parts Sociales I ne donnent pas droit de participer à tout paiement ou distributions par la Société au détenteurs de Parts Sociales (que ce soit au moyen de dividende ou en relation avec un Rachat de Parts Sociales ou autrement) autre que le Paiement de Liquidation.

16. Art. 16. Dissolution et Liquidation.

16.1 La liquidation de la Société sera décidée par la réunion des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'Article 13. Dans le cas où la Société n'aurait qu'un seul Associé, cet Associé peut, à son gré, décider de liquider la Société en reprenant à son compte l'ensemble des actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

17. Art. 17. Interprétation et Loi luxembourgeoise.

17.1 Dans les présents Statuts, les termes suivants seront à entendre au sens défini ci-dessous:

- "Affilié" signifie toute entité qui en relation avec la personne concernée est:

(a) si la personne concernée est une société, toute société holding ou une filiale ou une filiale de toute société holding ou tout partnership qui est la filiale de la personne concernée ou de cette société holding; ou

(b) si la personne concernée est une personne physique ou une firme ou une société non constituée, toute société ou partnership où 50% ou plus des votes exerçables à une assemblée générale extraordinaire ou réunion des associés, ou plus de 50% des bénéficiaires qui sont directement ou indirectement contrôlés par cette personne.

- "Associés" signifie les détenteurs au moment pertinent de Parts Sociales, et "Associé" est à interpréter en conséquence;

- "Pacte d'Associés" signifie tout pacte d'associés conclu de temps à autre entre (entre autres) la Société et ses associés;

- "Parts Sociales" signifie les Parts Sociales A, les Parts Sociales B, et (s'il y en a en circulation au moment donné) les Parts Sociales de Catégorie C.

- "Prix de Rachat" est égal au montant qui sera déterminé par une résolution du Conseil de Gérance et approuvé par l'assemblée générale des Associés sous réserve des provisions du Pacte d'Associés, n'excédant pas le montant permis par la loi.

17.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions applicables de la Loi Luxembourgeoise.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaut.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme indiqué ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 juillet 2013. Relation: LAC/2013/31582. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 août 2013.

Référence de publication: 2013116939/725.

(130141765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Prima Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 152.528.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013116897/9.

(130142210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

PmT Produktmanagement Transfer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6670 Merttert, 36, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 101.953.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013116878/9.

(130141720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

QS Italy SICAR S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 106.582.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013116904/9.

(130142070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

QS PDI S.A. SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 133.724.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013116907/9.

(130142046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

QS Italy SICAR S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 106.582.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 mai 2013

L'Assemblée Générale a élu Monsieur Daniel Dine, 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (anciennement 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg), comme administrateur de la Société. Le mandat de cet administrateur prendra fin avec l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

L'Assemblée Générale n'a pas réélu Monsieur Eric Triestini, 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (anciennement 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg), comme administrateur de la Société. Le mandat de cet administrateur a pris fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue en 2013.

L'Assemblée Générale a réélu Réviseur d'Entreprises Agréé, la société KPMG Luxembourg S.à.r.l., ayant son siège social au 9, Allé Scheffer, L-2520 Luxembourg dont le mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale qui statuera sur l'exercice 2013.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013116905/18.

(130142212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Tanagra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 103.964.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013114294/11.

(130138189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Titlis S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 32.613.

Les Bilans au 30.06.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013114299/10.

(130138334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Tizela Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 172.289.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 3 janvier 2013

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2013114300/11.

(130138479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Traviata Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 101.993.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013114303/10.

(130138074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Temple Fortune Shipping and Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 27.399.

—
Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TEMPLE FORTUNE SHIPPING AND INVESTMENT COMPANY S.A.

Robert REGGIORI / DONATI Régis

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013114297/12.

(130138374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

TW Intérieur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1899 Kockelscheuer, 8, allée de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 75.333.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013114311/9.

(130138803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Unicorp Seeds S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 147.872.

—
Les Comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 6 août 2013.

Référence de publication: 2013114313/10.

(130138155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

VREF Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 115.317.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013114341/9.

(130138026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Willerfunds Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 23.561.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013114345/9.

(130138501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

International Synergie S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 92.155.

EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013: -

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour International Synergie S.A.

Référence de publication: 2013116131/17.

(130141204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

West of England Insurance Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 104.783.

Les comptes annuels au 20 Février 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117042/9.

(130142177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

VEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 5C, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 147.495.

Der Jahresabschluss auf den 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117040/9.

(130142219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Waco Projektmanagement A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 113.579.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117048/9.

(130141920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

ZHAROL Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7327 Steinsel, 35, rue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 159.121.

Le bilan au 31 décembre 2012 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117063/9.

(130141974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

A + P Kieffer Omnitec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7-9, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 48.224.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117109/9.

(130142387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

von der Heydt Kersten Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 114.147.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117108/9.

(130142420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Immobilière du Moulin, Société Anonyme.

Siège social: L-1425 Luxembourg, 3, rue du Fort Dumoulin.
R.C.S. Luxembourg B 84.948.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117358/9.

(130142624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Hamlet Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 94.834.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117350/9.

(130142425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

HEPP IV Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 141.642.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117352/9.

(130142599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Odysseus (Intermediate Luxco) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.824.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117496/9.

(130142857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Optimissimus Dudelage Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3441 Dudelage, 61-63, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 115.603.

Les comptes annuels au 31/12/20011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117502/9.

(130142628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Optimissimus Dudelage Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3441 Dudelage, 61-63, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 115.603.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117503/9.

(130142666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Pentair Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 142.719.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117518/9.

(130142964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Novus Capital Luxembourg S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 151.433.

Le Bilan du 1^{er} avril 2012 au 31 Mars 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117483/9.

(130142338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Paradigmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1729 Luxembourg, 2, rue Mathias Hertert.

R.C.S. Luxembourg B 99.514.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117536/9.

(130142258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

PP Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 118.752.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117546/9.

(130142797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2013.

Agemar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 10.368.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013117768/9.

(130143124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2013.

Air Salons Aéroports International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 173.074.

Je vous informe par la présente de ma décision de démissionner de mes fonctions de gérant avec effet immédiat.

Metz, le 25 mars 2013.

Anne-Isabelle DE MAN.

Référence de publication: 2013117755/9.

(130143137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2013.

Wurstking, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6791 Grevenmacher, 28, rue de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 172.452.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013114348/9.

(130138235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

e-Collaboration International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 74.204.

Les comptes annuels du 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013114378/9.

(130139306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.
